

CAPITAINE
PAUL BARRIL

PAROLES D'HONNEUR
LA VÉRITÉ SUR LES GÉNOCIDES AU RWANDA

Les Romains disaient déjà : « Malheur aux vaincus »,
Vingt ans après, l'Histoire a manifestement été écrite un peu vite et la vérité
sur les atrocités commises au Rwanda reste « taboue ».

**Un témoin d'exception, le capitaine Paul Barril, a assisté aux prémices
du drame et a rencontré les principaux protagonistes.**

Il dévoile pour la première fois les éléments factuels en sa possession.

Loin de nier le génocide, il s'attache à désigner les vrais responsables et
à honorer la mémoire des victimes de tous bords, Hutus comme Tutsis.

Il révèle les motivations véritables qui ont inspiré l'incroyable mise en
cause de la France, de ses gouvernants et de son armée par les actuels
dirigeants du Rwanda et leurs soutiens inconditionnels (associations et
journalistes).

**La BBC a diffusé en octobre 2014 un documentaire inédit, « Rwanda's
untold story », qui provoque une crise aiguë avec le Rwanda,
confirmant les révélations de Paul Barril.**

Ce livre met chacun devant ses responsabilités, face aux victimes et face
à l'Histoire.

Il ne ressasse pas une actualité dépassée : il est au contraire au cœur des
relations actuelles entre la France et une partie de l'Afrique.

*Le capitaine Paul Barril a cofondé la cellule antiterroriste de l'Élysée et
a commandé le GIGN.*

*Il a déposé plainte, au nom de la veuve du président rwandais Juvénal
Habyarimana, tué dans l'attentat perpétré contre son avion, assassinat qui
déclencha les massacres au Rwanda.*

19,90€



9 782753 302464

ISBN : 978-2-7533-0246-4 779 959 4

 /editions.telemaque

www.editionstelemaque.com

Une coédition

éditions
TELEMAQUE

L'ESSOR
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

CAPITAINE
PAUL BARRIL

PAROLES D'HONNEUR
LA VÉRITÉ SUR LES GÉNOCIDES AU RWANDA

éditions
TELEMAQUE

L'ESSOR

CAPITAINE
PAUL BARRIL

PAROLES
D'HONNEUR

LA VÉRITÉ SUR LES
GÉNOCIDES AU RWANDA

UNE COÉDITION

éditions
TELEMAQUE

L'ESSOR
DE LA GENDARMERIE NATIONALE

faire passer des messages. Porter le même uniforme crée des liens très étroits. Kagamé m'avait d'ailleurs prévenu lors de notre entrevue à Paris au Sofitel : « Si la France ne m'aide pas, ce sont les États-Unis qui m'aideront. » Ce n'était pas un coup de bluff. Museveni, le mentor de Kagamé et mécène de la cause tutsie, a déjà le soutien de la CIA. En 1993, les Américains louent haut et fort le modèle démocratique ougandais. Washington voit l'Ouganda comme un rempart absolu contre le prosélytisme islamiste du Soudanais Hassan el Tourabi et du général Omar el Béchir. Pour développer leur influence dans cette région d'Afrique, les États-Unis ont tout à gagner à pousser Kagamé sur le devant de la scène. L'ascension politique du chef rebelle sera soutenue dans l'ombre par un conseiller américain : Roger Winter. Depuis 1988, cet agent, proche de Bill Clinton, s'affiche avec ceux qui deviendront les cadres du FPR. Il les aide à s'organiser.

Dès 1993, Tony Marley, officier américain des services spéciaux, va suivre de près les aspects militaires des négociations menées à Arusha. La présence de ce lieutenant-colonel américain n'est pas anodine. Le secrétaire adjoint à la Défense, James Woods, reconnaît, devant la sous-commission Afrique du Congrès américain, que cet officier avait de nombreux contacts avec les rebelles tutsis du FPR. En fait, Tony Marley avait pour mission de superviser la formation des cadres du FPR au programme IMET¹ enclenché par la section Afrique des services de renseignements militaires américains. Cet engagement américain que la France n'a su ni décrypter ni oser contrer se révélera déterminant pour la suite. Il confirmera qu'il est difficile d'entraver l'ascension d'un groupe, fût-

1. Programme international de formation et d'entraînement militaire (IMET : International Military and Education Training).

il issu d'une rébellion terroriste sanglante, dès lors qu'il a le soutien des États-Unis et de la CIA.

Le 4 juillet 1994, alors que le sang coule toujours à Kigali, Kagamé décore Roger Winter pour « l'aide, les informations et le matériel » qu'il a fournis au FPR. L'Américain sera de nouveau décoré en 2010 avec un autre de ses compatriotes, Donald Payne. Il reçoit la médaille Uruti de la libération nationale, alors la plus haute distinction d'honneur et d'héroïsme du Rwanda, et l'Umurinzi, médaille qui récompense ceux qui ont lutté contre le génocide des Tutsis. Au cours de son discours, Kagamé saluera l'engagement de son vieil ami : « Tout au long de la lutte armée du FPR et pendant le génocide, vous avez généreusement organisé des rencontres pour les membres du FPR aux États-Unis pour qu'ils puissent propager leurs informations au plus grand nombre [...]. Vous avez mobilisé les journalistes des médias américains les plus importants. Vous les avez incités à se rendre au Rwanda et à faire des reportages sur la crise, et vous avez rallié les organisations humanitaires à la cause des survivants. » En 2010 encore, deux personnalités françaises seront honorées à leur tour par le président rwandais, à titre posthume : Paul Gouteux et Jean Carbonare, deux militants, fondateurs de l'association *Survie*¹ qui n'ont eu de cesse, depuis 1994, de relayer les accusations de complicité de génocide portées contre la France, contre François Mitterrand et contre notre armée.

1. L'association *Survie* est une association française créée en 1984. Jean Carbonare, président de cette association depuis 1993, et Jean-Paul Gouteux, militant de cette association depuis 1994 et auteur du livre *Un génocide secret d'État* paru en 1998 aux Éditions Sociales, seront, en 2010, honorés à titre posthume par le président Paul Kagamé. En juin 2013, cette même association de droit français, soutenue par le président Kagamé, déposera plainte contre X, tout en ciblant la France et Paul Barril pour complicité dans le génocide rwandais de 1994.

La Maison-Blanche ne cache pas son soutien à Kagamé. Le secrétaire d'État américain Philip Crowley déclarait alors publiquement :

« Nous avons un lien particulier avec le Rwanda. Celui-ci a joué un rôle constructif dans la région [...]. Il est dans notre intérêt d'aider les forces armées à se professionnaliser¹. »

Mais jusqu'où allait ce soutien ? En 2000, le rapport Carlsson² a écarté la question de l'attentat contre l'avion du président rwandais. Le Groupe international de personnalités réunies pour enquêter sur le génocide de 1994 a écrit : « Juvénal Habyarimana gouverna le Rwanda pendant vingt et un ans avant l'accident d'avion du 6 avril 1994 où il trouva la mort et qui fut le prétexte au génocide. » Incroyable. Il n'est plus question d'attentat terroriste ; il n'est question que d'accident.

Quelques années plus tard, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, confirmera ces faits. Ce rapprochement avec les États-Unis va également permettre au FPR d'écarter l'Église catholique avec tous ses membres, hiérarchie

1. Communiqué de Washington le 1^{er} octobre 2010 sur le « United Nations Mapping Report on Violations of Human Right in the Democratic Republic of the Congo ».

2. Kofi Atta Annan, 7^e secrétaire général de l'ONU du 1^{er} janvier 1997 au 31 décembre 2006, confie une mission présidée par l'ancien Premier Ministre suédois Ingvar Carlsson, une procédure d'enquête indépendante sur les actions de l'Organisation des Nations Unies lors du génocide rwandais de 1994. Le 15 décembre 1999, la Commission Carlsson dépose son rapport ; la question sur l'attentat perpétré contre le Falcon présidentiel rwandais n'est pas traitée et est qualifiée de simple « accident », notamment p. 16 et 17 dudit rapport. En 2000, ce rapport sera remis en forme par l'association Survie qui, dans le seul dessein d'accuser à tort et de nuire à la France, publiera en 2004 une nouvelle version du rapport Carlsson remaniée par ses soins, sur le site de la Commission « non officielle » d'enquête citoyenne <http://enquete-citoyenne-rwanda.org>, rapport rebaptisé sous le titre « Sur l'implication de la France dans le génocide du Rwanda ».

et fidèles. Paul Kagamé a ouvert son pays aux missionnaires évangélistes du pasteur Rick Warren qui a proclamé le Rwanda « Nation conduite par Dieu ». Le pasteur Warren, 66 ans, est le leader charismatique de Saddleback Church, une Église évangélique. Avec un budget annuel de 30 millions de dollars, elle compte plus de 400 000 pasteurs à travers le monde, dont 2000 au Rwanda. Il est l'ami de la famille Bush. C'est lui qui dirigea la prière lors de la cérémonie d'investiture du président Barack Obama le 20 janvier 2009. En 2012, c'est encore lui, cette fois-ci au Rwanda, après la réélection de Paul Kagamé, qui fit un sermon, exhibant alors avec fierté son passeport rwandais aux dizaines de milliers de personnes présentes au stade Amahoro en banlieue de Kigali. « Ici je suis chez moi. Ceux qui veulent ébranler les progrès du Rwanda [...] Sibomana ! Sibomana ! Le passé est le passé. Sibomana ! Sibomana ! » En rwandais, Sibomana signifie : « Ils ne sont pas Dieu. » Il parlait évidemment des Hutus. Maintes fois répété, le « sibomana » du pasteur Warren enflamma la foule. Il est accueilli par un tonnerre d'applaudissements. Plusieurs médias américains affirment que la Saddleback Church mène une politique de croissance extrêmement agressive en Afrique. En 2009, Rick Warren a remis, au nom de son Église, la médaille internationale de la paix au président rwandais. Les crimes reprochés à Kagamé et les rapports des ONG dénonçant les violations répétées des droits de l'homme au Rwanda n'ont ému ni le pasteur ni les dirigeants américains. Rick Warren a également étendu son influence au Burundi. Régulièrement, le pasteur organise avec le Président des « séminaires caravanes » auxquels tous ceux qui le désirent sont invités à participer. Pierre Nkurunziza fait partie des Présidents *born again*, adeptes des Églises évangélistes protestantes.

Avec son épouse Denise Nkurunziza, pasteur elle aussi, il organise des collectes pour compléter les subventions de l'État. Avec la chorale qui l'accompagne, il dispose d'un club

ses pions, étape par étape. S'il se montrait aussi insistant pour déployer ses hommes au CND, ce n'était pas par hasard. Devant la Mission parlementaire sur le Rwanda, Bruno Delaye, ancien conseiller de François Mitterrand, rappelait que le FPR jouait, à l'époque, un double jeu. En réalité, l'option militaire était la seule retenue. Pendant qu'il négociait les Accords d'Arusha, Kagamé continuait à recruter des éléments que l'armée ougandaise démobilisait dans le cadre d'un programme de démilitarisation financé par la Banque mondiale. Jacques-Roger Booh-Booh, représentant du secrétaire général de l'ONU au Rwanda, a reconnu que le FPR « avait longtemps caché son jeu », son seul but étant la prise du pouvoir par la force. Le 28 décembre 1993, 600 hommes du FPR arrivent à Kigali pour s'installer au CND avec leurs véhicules et leurs armes. Ce jour-là, la population hutue de Kigali avait applaudi les soldats tutsis et jeté des fleurs, croyant la guerre enfin finie. Elle ignorait que Kagamé venait de positionner son cheval de Troie en territoire ennemi. C'est ainsi que le CND se transformera rapidement en une forteresse imprenable d'où le FPR pourra lancer son offensive finale.

L'homme qui avait été placé à la tête du contingent FPR installé au CND se faisait appeler Charles. C'est un redoutable chef de guerre craint des soldats du FPR, avec lesquels il fait construire un gigantesque réseau de tunnels. Ces ouvrages servent d'abris en cas de tirs d'artillerie mais aussi de caches d'armes. Les officiers du FPR s'emploient à faire entrer du matériel dans le camp. Toutes les ruses sont mises en œuvre. Ils demandent, par exemple, à sortir une fois par jour, deux à trois fois par semaine, en convoi pour aller chercher du bois au prétexte que la présence de 600 hommes nécessite une logistique importante. Ces rotations leur permettent de faire des repérages mais aussi de transporter et de cacher au CND des armes et des munitions. Leur plan fonctionne parfaitement.

« Le FPR était tout à fait en mesure d'introduire au CND des missiles sol-air par le biais de ces navettes quasi quotidiennes entre Kigali et Mulindi », assure le colonel Luc Marchal, ancien numéro deux de la Minuar.

Les services de renseignement du FPR se révèlent terriblement efficaces. Les femmes tutsies, armes secrètes de Kagamé, se transforment en espionnes. Nombreux sont les officiers de la Minuar qui succombent à leur charme. Parfois, elles profitent de cette proximité pour faire passer des armes. Des hommes tutsis se font engager comme cuisiniers au sein des camps militaires rwandais et, le soir, lancent des grenades pour perpétuer la terreur et donc l'insécurité dans Kigali. Des piscines couvertes de rondins de bois et de terre ont servi à dissimuler du matériel de guerre et des munitions. Au total, plus de 120 t d'armes et de munitions ont été acheminées par le FPR jusque dans Kigali. N'ayant pas été autorisé à installer des pièces d'artillerie lourde, le FPR exige que l'approche de tous les avions atterrissant à l'aéroport de Kanombe s'effectue par un seul et unique axe, donc par la colline de Masaka, interdisant de façon expresse toute approche des avions par l'ouest, et donc tout survol du CND. Le FPR obtiendra satisfaction le 28 décembre 1993, une décision qui pèsera très lourd sur la suite des événements.

Le 23 mai 1991, le général Quesnot, chef d'état-major particulier du président Mitterrand, avait rédigé une note soulignant qu'il s'inquiétait de « la prolifération anarchique de missiles sol-air portables, armement présentant de grands dangers pour tout type d'aéronef civil ou militaire » parmi les forces rebelles rwandaises (annexe 5).

Le 13 octobre 1990, une note classée « Confidentiel défense » et émise par l'ambassade de Kigali comporte un passage prémonitoire. L'ambassadeur, qui dresse un état de la

situation, relève : « Les envahisseurs et leurs partisans de l'intérieur semblent aujourd'hui ne pouvoir vaincre que par une opération militaire de nature classique accompagnée de quelques actions terroristes qui auraient pour objectif principal la prise de la ville de Kigali et l'élimination physique du Président et de ses fidèles. Or, cette action nécessiterait l'aide en matériel et techniciens d'un pays étranger ayant les possibilités économiques et politiques de la fournir ».

Peu à peu, le CND devient une véritable forteresse et base militaire FPR au cœur de Kigali. Début avril 1994, ce sont au moins 2000 militaires FPR qui y sont retranchés. Tous les câbles ont été enterrés. Les liaisons téléphoniques sont protégées. C'est devenu un bunker. Muni de scanners Yaesu, le FPR écoute et surveille toutes les communications et toutes les fréquences des FAR, de la Minuar, des Français, des Belges et même de la tour de contrôle de l'aéroport. Le dédale de conduits souterrains creusés par les soldats permet notamment aux leaders du FPR, dont Kagamé et Rose Kabuye, d'entrer et sortir du CND sans être remarqués.

Le 28 février 1994, le pilote français Jean-Pierre Minaberry rédige un courrier pour signaler son inquiétude quant à la présence de missiles à Kigali et de l'obligation, y compris pour le Falcon présidentiel dont il est le pilote et pour les avions de la Minuar, sur demande du FPR, d'effectuer les approches par un axe unique, celui de la colline de Masaka. L'accord était garanti par la communauté internationale, avec un pays facilitateur, la Tanzanie, un pays médiateur, le Zaïre, et des pays observateurs : l'Ouganda, le Burundi, l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, la France, le Nigeria et le Zimbabwe. L'ONU et l'OUA étaient également impliquées dans le processus de paix.

L'attentat contre l'avion qui décime le gouvernement Habyarimana fera voler en éclats les Accords d'Arusha.

Le drôle de jeu de Dallaire

Le 5 octobre 1993, la résolution 872 du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les Accords de paix d'Arusha portait création de la Minuar (Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda). Le chef de la mission désigné était un haut diplomate, le Camerounais Roger Booh-Booh, représentant du secrétaire général de l'ONU. La mission de la Minuar était de protéger, avec ses 2 538 soldats provenant de 24 pays différents, la population rwandaise de la capitale Kigali. Son chef, le général canadien Roméo Dallaire, avait promis et juré qu'il n'abandonnerait jamais les Rwandais. Le général Dallaire était apprécié uniquement des Canadiens anglophones, car il éprouvait une antipathie réelle pour la France et l'Afrique francophone. Enfin, il ignorait tout du Rwanda avant de s'y rendre et n'a été sélectionné par l'ONU pour la mission du Rwanda que parce qu'il était le seul à parler français !

Le général Dallaire n'était pas le chef de la mission de l'ONU ; il en était le responsable militaire. Il communiquait directement avec le général Baril en poste à l'état-major de l'ONU. Le général, sans se cacher, côtoyait le FPR et rendait souvent visite à Kagamé. Il a séjourné quatre fois au quartier général du FPR, à Mulindi. Roger Booh-Booh signalait à

Éliminer Habyarimana

Le président Habyarimana est convié par le président ougandais Museveni à une réunion fixée le 6 avril 1994 en Tanzanie, à Dar Es Salam. Museveni a également exigé la présence de son chef d'état-major, le général Nsabimana, alors qu'habituellement, et pour des raisons de sécurité, il ne prend jamais le même avion que lui. Le président rwandais Habyarimana sait que des rumeurs d'attentat circulent. La veille de la réunion qui doit se tenir à Dar Es Salam, le maréchal Mobutu, président du Zaïre, demande à Habyarimana de passer le voir à Gbadolite, car il veut le dissuader de se rendre à Dar Es Salam. Malgré les mises en garde de son ami le maréchal Mobutu, Habyarimana, ne voyant pas le piège, décidera d'honorer cette invitation pour démontrer qu'il oeuvrait bien pour la paix, au sens des Accords d'Arusha. À cette réunion sont convoqués le nouveau président du Burundi, Cyprien Ntaryamina, ainsi que son chef d'état-major. Tous arrivent à Dar Es Salam vers 10 heures. Les discussions portent sur la situation au Burundi et non pas sur celle du Rwanda.

Débutée le matin, la réunion s'éternise. Après le déjeuner, Museveni retient ses invités en prolongeant de façon anormale les discussions sous de multiples prétextes. Le président

ougandais souhaite en fait que le Falcon décolle de nuit. Alors que le président Habyarimana avance sur le tarmac pour regagner son avion, Museveni relance encore la conversation. Le temps passe. Le président rwandais finit par penser qu'il vaudrait mieux dormir sur place pour éviter un retour de nuit sur Kigali. Museveni lui répond que c'est impossible, car rien n'a été préparé pour héberger une délégation aussi importante. L'équipage du Falcon 50 s'impatiente. Il sait que le retard pris fait peser une menace sur la sécurité du vol. Au lieu de 17h30, l'avion finit par décoller à 19h30 et donc à la nuit, avec à son bord Juvénal Habyarimana, Cyprien Ntaryamina et leurs chefs d'état-major respectifs. Le piège s'est refermé lorsque Museveni a salué les deux Présidents. Il fallait que le Falcon 50 arrive à Kigali à la nuit noire. Cela faisait partie du plan. Des signes avant-coureurs auraient pu être détectés : renforcement du nombre des soldats du FPR, amplification du trafic avec l'Ouganda, va-et-vient en augmentation à Mulindi, refus de toute inspection par la Minuar, renforcement défensif du CND, réservation en hausse des chambres d'hôtel, population tutsie quittant Kigali...

Pour se poser, l'avion est obligé d'annoncer par radio son arrivée au personnel de la tour de contrôle, pour qu'il allume la piste. La fréquence utilisée (121,5 MHz) n'est pas cryptée. Avec un scanner portable, il est facile d'intercepter la conversation et de connaître l'heure exacte de l'atterrissage. Lorsqu'il en reçoit l'ordre, un commando sort du CND par l'un des tunnels secrets. C'est un petit groupe composé de cinq hommes très expérimentés. Il s'enfonce profondément dans la végétation où ont été dissimulés les missiles sans doute transportés dans l'une des camionnettes blanches chargées de vider les poubelles. Infiltrer la zone de Masaka et de Kanombe est facile. Il fait noir. Lorsque la nuit tombe à Kigali, la vie s'arrête. Les gens restent dans leurs maisons éclairées à la bou-

gie. Le jour, le terrain de l'aéroport et le camp militaire attirent les chasseurs de perdreaux. De nuit, l'accès au camp militaire est uniquement protégé par deux rangées de barbelés fixés à des piquets branlants dont n'importe quelle pince coupante peut venir à bout en quelques secondes. Les FAR n'ont même pas de chien pour protéger le périmètre. Pour se faire repérer par la sécurité, il faudrait franchir en force le portail d'entrée mollement défendu par six militaires tous imbibés par la bière locale. Le commando n'a pas de mal à se frayer un chemin jusqu'à l'une des collines qui surplombent l'aéroport. Le chef de mission a son oreille droite reliée à un écouteur branché sur le scanner qui balaie les fréquences utilisées par la tour de l'aéroport et les militaires des FAR.

Comme prévu, en début de soirée, le pilote annonce à la radio qu'il entame son approche en direction de la piste de l'aéroport de Kigali par l'axe est-ouest, imposé par le FPR depuis le 28 décembre 1993. Lorsqu'il lance « november-november », nom de code de l'avion présidentiel, le commando équipé de lunettes de vision nocturne sait qu'il peut passer à l'action. À 20 h 25, les deux tubes crachent leurs deux missiles. Selon le communiqué officiel du magistrat français, retranscrit dans le journal *Libération* du 11 janvier 2012¹, le pilote aurait tenté une esquivé. Le deuxième tir est fatal. Le Falcon 50 explose. Les débris métalliques et les corps déchiquetés sont projetés sur la résidence du Président.

Pour pulvériser un avion dans de telles conditions, il faut être un expert ! En phase d'approche, l'avion vole à basse

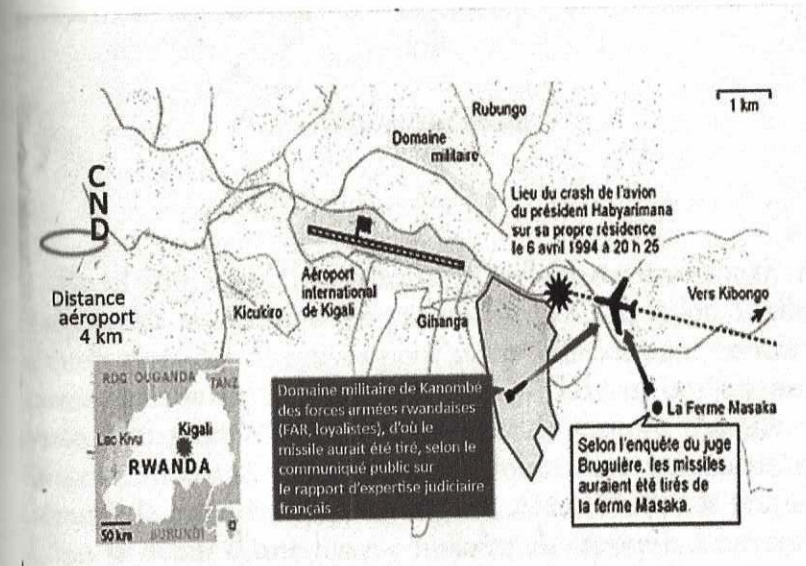
1. Par décision du 21 avril 2010, le magistrat instructeur Marc Trévidic ordonne une expertise judiciaire aux fins d'opérations techniques pluridisciplinaires essentiellement balistiques. Ce rapport d'expertise déposé le 5 janvier 2012 fait l'objet d'un communiqué le 10 janvier 2012. Lequel rend publique seulement une partie.

altitude. Il faut ajuster l'angle de tir, calculer la distance, la vitesse et tirer très vite. Kagamé devait éliminer le président Habyarimana et son chef d'état-major pour décapiter le Rwanda, créer le chaos, légitimer la violation des Accords d'Arusha et attaquer les FAR.

Après l'attentat, les événements s'enchaînent selon un scénario prévu, mais avec une ampleur, elle, totalement imprévisible. À Dar Es Salam, ce qu'il reste de la délégation rwandaise est mis aux arrêts. Les militaires tutsis infiltrés à Kigali sortent de leurs planques. Ils encerclent Kigali et coupent la ville en deux. Les forces de la Minuar, proches du CND, sont cernées. Au moment de l'attentat, celles-ci avaient deux observateurs à l'aéroport : le capitaine Cherif Modj, du Sénégal, aujourd'hui colonel, et le capitaine Olessengo, du Congo-Brazzaville, qui deviendra aide de camp du président Sassou N'Guesso. Ces témoins n'ont jamais été interrogés par la justice. Au lendemain de l'attentat, le colonel belge Luc Marchal, commandant de la Minuar pour le secteur de Kigali, constate que le FPR effectue une attaque générale avec l'appui des cellules clandestines infiltrées dans Kigali. Des renforts en armes arrivent en grande quantité de l'Ouganda et de Mulindi. Vers 15 heures, le bataillon du CND attaque la garde présidentielle, la gendarmerie de Kacyiru et la caserne de Remera. La brigade de gendarmerie de Remera tombe. Le périmètre de sécurité de défense du bataillon est élargi, le camp militaire Kami est isolé, le centre-ville est coupé de l'aéroport. Le bataillon lance des opérations d'infiltration dans tous les coins de la ville. Le soir, Kigali est coupée en deux dans l'axe est-ouest.

Une fois le pouvoir conquis, Kagamé va s'empresser de réinterpréter les Accords d'Arusha en sa faveur. Dans le gouvernement, nommé en juillet 1994, neuf postes parmi les plus importants sont dévolus au FPR. L'esprit des Accords

d'Arusha n'est pas respecté. Deux pays, la Tanzanie et l'Ouganda, s'empressent de reconnaître le nouveau pouvoir.



Document 2. Localisation de l'attentat du 28 décembre 1993 contre le président Habyarimana (droits réservés).